



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP



Initiative des dirigeants africains pour la nutrition (ALN)

Intégrer la nutrition dans les plans d'action et de redressement en réponse à la Covid-19: Exposé de position sur la Covid-19

1. Contexte

La pandémie de coronavirus (Covid-19) a créé un choc sanitaire et économique mondial majeur, aux conséquences sans précédent sur la santé, la nutrition et les moyens de subsistance des populations. L'Afrique devrait connaître notamment une croissance économique négative, principalement en raison de la forte baisse de la productivité, des emplois et des revenus. À de nombreux égards, la Covid-19 touchera surtout les pauvres, notamment par les pertes d'emplois, la hausse des prix des denrées alimentaires, la baisse des transferts de fonds, la réduction du pouvoir d'achat, le rationnement de la nourriture et autres biens de base, l'insuffisance des filets de sécurité et les perturbations des services de soins de santé et d'éducation. On s'attend à voir apparaître une population de nouveaux pauvres et une multiplication des personnes poussées dans l'extrême pauvreté.

La propagation mondiale de la Covid-19 et le nombre croissant de cas de coronavirus en Afrique alimentent l'inquiétude face aux insuffisances des soins de santé et à l'effondrement des systèmes alimentaires. L'Afrique est déjà en proie à une invasion de criquets dans la Corne de l'Afrique, à des sécheresses et des inondations extrêmes dues au changement climatique et à des importations alimentaires dont les coûts ont augmenté de plus de 47 milliards de dollars en 2019. La convergence de tous ces éléments prépare le terrain à une crise alimentaire et nutritionnelle imminente, à moins que des mesures ne soient prises pour atténuer l'impact de l'épidémie. Les mesures anti-pandémie, comme les fermetures de frontières et les confinements à l'échelle de tout un pays aggravent les pénuries alimentaires, en particulier pour les produits nutritifs mais périssables comme les fruits, les légumes et les produits de la pêche. Les restrictions de circulation et les mesures de quarantaine entravent l'accès des agriculteurs aux marchés. À moins que des efforts concertés et intégrés ne soient rapidement déployés dans le cadre d'un plan d'intervention multisectoriel, la pandémie annulera les gains vitaux réalisés en matière de développement humain et de nutrition dans toute l'Afrique, et les conséquences s'en feront sentir pendant des années.

Cet exposé de position est un appel lancé aux chefs d'État et de gouvernement de l'Assemblée de l'Union africaine pour demander l'incorporation et la promotion d'interventions nutritionnelles adaptées dans les plans d'action et de redressement en réponse à la Covid-19.

2. Covid-19 et malnutrition en Afrique

Dans le contexte de la Covid-19, la dénutrition **compromet le fonctionnement du système immunitaire : elle rend les organismes vulnérables aux infections, réduit l'efficacité des vaccins et entrave la guérison.** Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a accompli des progrès significatifs, depuis l'adoption des engagements de lutte contre la malnutrition d'ici 2025 lors de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) en 2012 et celle de la déclaration de Malabo en 2014. Malgré cela, les enfants africains continuent de souffrir des conséquences les plus graves de la malnutrition, qui réduit de façon permanente leurs capacités cognitives et entraîne une diminution de leur potentiel productif et rémunérateur à l'âge adulte. À titre d'exemple :

- 78% des pays d’Afrique ont une forte prévalence de retard de croissance chez les enfants (entre 20 et 30 %).
- 55% des pays africains ont une forte prévalence d’anémie chez les femmes en âge de procréer (20-39,9%). Environ la moitié des pays ont une prévalence plus élevée qu’en 2012, et pas un seul pays n’est en voie d’atteindre l’objectif fixé en 2012.
- Environ 27% des pays présentent une forte prévalence de l’insuffisance pondérale à la naissance (> 15%).
- Plus de la moitié (58%) des pays d’Afrique ont une forte prévalence de la cachexie chez les enfants de moins de cinq ans (> 15%), soit le double de la moyenne mondiale (7,3%).

La Covid-19 a fait apparaître des menaces claires à la sécurité alimentaire et à la nutrition, qui nécessitent une priorisation urgente si l’on veut préserver les gains acquis jusqu’ici en matière de nutrition et sauvegarder les efforts futurs pour atteindre, d’ici 2025, les objectifs de l’Assemblée mondiale de la santé (AMS) et de la déclaration de Malabo. Les faiblesses structurelles qui sont à l’origine du triple fardeau de la malnutrition sont bien connues¹. Elles concernent notamment l’accès limité à des aliments adéquats, appropriés et nutritifs, l’insuffisance de l’allaitement exclusif au sein, l’accès limité aux soins prénataux pour les femmes en âge de procréer et l’accès insuffisant à l’eau et à l’assainissement.

Faute d’être combattues efficacement, les conséquences de la Covid-19 risquent de faire capoter le programme de développement de l’Afrique et le dividende démographique potentiel que présente sa jeune population. Dans le contexte de la Covid-19, la sous-nutrition compromet le fonctionnement des systèmes immunitaires : elle rend les corps vulnérables aux infections, réduit l’efficacité des vaccins et entrave la guérison. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), la Covid-19 pourrait se révéler particulièrement fatale pour les personnes souffrant de faim ou de malnutrition chronique ou aiguë². Ces effets seront particulièrement graves pour les populations urbaines vivant dans des bidonvilles surpeuplés et mal desservis³. La perturbation des chaînes d’approvisionnement, l’augmentation des prix en raison du confinement et l’absence de filets de sécurité sociale compromettent les moyens de subsistance des populations urbaines du continent.

3. Le rôle de l’ALN et des champions de la nutrition

Une stratégie nutritionnelle saine et un engagement politique de haut niveau sont nécessaires pour faciliter la nutrition de qualité qui permettra aux enfants de survivre, grandir, se développer, apprendre, jouer, participer et travailler. Élaborée par la CUA, la stratégie régionale africaine en matière de nutrition fournit des orientations générales et définit des interventions visant à éliminer toutes les formes de malnutrition⁴. En outre, l’Initiative des dirigeants africains pour la nutrition (ALN) a été lancée pour mobiliser un engagement politique de haut niveau afin de faire progresser la nutrition en Afrique. Elle est menée par un groupe de champions de l’ALN, qui comprend des personnalités en poste ou ayant exercé leurs fonctions – chefs d’État, ministres des finances et dirigeants éminents – capables de catalyser et de soutenir un leadership politique de haut niveau, et de s’engager à accroître les ressources financières pour mettre fin à la malnutrition en Afrique.

Un leadership politique de haut niveau est nécessaire pour garantir que les trains de mesures et les plans de relance économique destinés à lutter contre la pandémie de Covid-19 prévoient aussi des plans visant à garantir la disponibilité d’aliments nutritifs pour tous à des prix abordables. L’ALN demande instamment à tous les chefs d’État et de gouvernement de jouer un

¹ [J¹ Jonathan, C Well et al; 2020. The double burden of malnutrition: Aetiological pathways and consequences for health. Lancet, Vol 395](#)

² C. Bene et al. 2018 ; World Development <https://doi.org/10.101/j.worlddev.2018.08.011>

³ [ECAS 2020: Report COVID-19 In Africa. Protecting Lives and Economies](#)

⁴ [Africa Regional Nutrition Strategy 2015 - 2025](#)

rôle essentiel en veillant à ce que la nutrition soit une composante essentielle des plans de résilience et de protection sociale adoptés par les pays en réponse à la pandémie. Plusieurs chefs d'État et de gouvernement africains se font déjà les champions de la nutrition sur le continent. Toutefois, un leadership fort et des actions globales supplémentaires sont nécessaires pour amplifier la place de la nutrition dans la riposte à apporter à court, moyen et long terme à la Covid-19 et dans les efforts de redressement qui suivront. Par l'intermédiaire des champions de la nutrition, l'ALN mobilisera les dirigeants politiques et favorisera les partenariats afin d'influencer les politiques et d'accroître les investissements dans la nutrition.

L'ALN doit faire parler d'une voix unie ses dirigeants et ses champions pour faire entendre ses préoccupations concernant les risques et les perturbations que la pandémie de Covid entraînera pour la nutrition et la sécurité alimentaire sur le continent. Pour y parvenir, l'ALN et la CUA ont préparé cet exposé de position qui souligne comment la pandémie de Covid-19 va remodeler et affecter la nutrition et l'économie sociale ; leur but est de mener des efforts de sensibilisation, de plaidoyer et de mobilisation des ressources à haut niveau afin d'obtenir un accroissement des investissements dans la nutrition et, ainsi, garantir la survie des populations et soutenir cette priorité du développement.

4. Messages clés et appel à l'action

La nutrition ne peut être la laissée-pour-compte dans la réponse à la Covid-19 en Afrique. Un leadership politique de haut niveau est nécessaire pendant la pandémie pour faire face aux perturbations des systèmes alimentaires et aux principales menaces qui pèsent sur la nutrition, et pour adopter des stratégies politiques et d'allocation de ressources adéquates pendant et après la pandémie. Les besoins en ressources pour répondre à la situation sont énormes, mais certains fonds peuvent aider considérablement les pays dans cette entreprise (**voir plus bas, Annexe 1**).

Les dirigeants africains pour la nutrition et les champions de la nutrition de la CUA, appellent les gouvernements à prêter attention aux interventions politiques et programmatiques qui favorisent la nutrition, tout en faisant face à la crise en parallèle, car la nutrition ne peut pas attendre. L'ALN recommande de maintenir et même d'augmenter le niveau de financement alloué à la nutrition et de veiller à ce qu'il n'y ait aucune rupture ou lacune dans les programmes pluriannuels de nutrition. En particulier, les champions de la nutrition formulent les recommandations suivantes, qui doivent être mises en œuvre pendant la riposte immédiate et à moyen terme à la Covid-19 et se prolonger pendant la période de redressement :

4.1. Donner la priorité à la nutrition dans les plans et les stratégies d'intervention nationaux

- Veiller à ce que des experts qualifiés en nutrition soient inclus dans les efforts de planification et de réponse, et contribuent efficacement à l'élaboration des politiques et aux orientations régissant la mise en œuvre des systèmes de santé, d'alimentation, d'eau, d'assainissement et de protection sociale.
- Veiller à ce que certains secteurs intègrent des actions sensibles à la nutrition dans le cadre de la réponse à la Covid-19, notamment l'eau et l'assainissement, la protection sociale et la couverture sanitaire universelle, l'agriculture, l'éducation et les systèmes de santé⁵. Ces interventions doivent promouvoir l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires et fournir des orientations appropriées sur la manière de les utiliser pour stopper la propagation du virus, en particulier au sein des communautés vulnérables.

⁵ [ECOWAS 2020: Extraordinary Session of the ECOWAS Authority of Heads of State and Government](#)

- Veiller à ce que la planification et la coordination de la réponse à la Covid-19 mobilisent les capacités existantes en matière de nutrition ainsi que les structures de coordination multisectorielles et multipartites.

4.2. Donner la priorité à la nutrition dans la réponse du secteur de la santé

- Investir dans des programmes qui soutiennent les interventions en faveur de la nutrition des nourrissons et des jeunes enfants, notamment en aidant les mères à pratiquer l'allaitement maternel exclusif pendant la période où l'accès à une alimentation nutritive peut être compromis. Le maintien de la fourniture de services nutritionnels vitaux pendant la crise permettra de protéger les progrès vitaux réalisés au fil des ans en matière de nutrition et de développement humain.
- Soutenir et améliorer l'accès aux services de santé essentiels, y compris aux services de soins prénataux, de vaccination et autres soins de santé infantile. La Covid-19 perturbe les systèmes de santé et peut compromettre l'accès à des services – comme la vaccination – essentiels par rapport à la nutrition.

4.3. Donner la priorité à la nutrition dans la réponse des systèmes alimentaires

- Donner la priorité au soutien des systèmes alimentaires qui fournissent des aliments sûrs, abordables et nutritifs et des régimes alimentaires accessibles à tous, en soutenant la capacité des petits exploitants agricoles (production végétale, horticulture, élevage et pêche), des fournisseurs d'intrants agricoles, des transformateurs et des distributeurs d'aliments pour qu'ils puissent continuer à produire et fournir des aliments suffisants, abordables et nutritifs, même pendant la crise. La Covid-19 a un impact majeur sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire et sur la logistique, tant pour les producteurs que pour les consommateurs, notamment à la suite des fermetures des frontières, des confinements nationaux et de la réduction du trafic aérien⁶. Ces facteurs auront de nombreux effets négatifs sur l'accès à une alimentation adaptée et diversifiée et à des régimes alimentaires nutritifs ;
- Soutenir les politiques commerciales et les voies d'approvisionnement alimentaire qui facilitent la libre circulation des intrants et des produits agricoles, et promouvoir l'accès à des aliments nutritifs, en particulier pour les groupes les plus vulnérables tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les pauvres des zones rurales, des bidonvilles urbains et des populations dans les zones de conflit⁷. La Covid-19 augmentera sans nul doute le nombre de personnes pauvres et vulnérables et toute restriction au commerce des produits alimentaires ne fera qu'entraîner une hausse des prix des denrées et réduire leur disponibilité.

4.4. Donner la priorité à la nutrition dans la réponse du filet de sécurité sociale

- Dans les filets de sécurité sociale, engager et financer des interventions axées sur la nutrition (valeur nutritionnelle des kits alimentaires, transferts d'argent, etc.) pour permettre aux ménages pauvres d'acheter des aliments nutritifs, générer une demande locale et soutenir les marchés locaux.
- Renforcer les filets de sécurité sociale, tels que les programmes d'alimentation scolaire ou d'aliments pour les écoles.
- Donner la priorité aux interventions en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, comme le lavage des mains, les pratiques d'assainissement et les messages éducatifs auprès des plus vulnérables.

⁶ [FAO: 2020: The Impact of COVID-19 on Livelihoods, Food Security and Nutrition](#)

⁷ [FAO and AU. 2020: African Ministers for Agriculture Declaration on Food Security and Nutrition During COVID-19 Pandemic](#)

Annexe 1 : Opportunités financières actuelles pour soutenir la riposte à la Covid-19

On estime que l’Afrique a besoin de 114 milliards d’USD en 2020 pour lutter contre la Covid-19⁸. Les partenaires financiers officiels ont mobilisé jusqu’à 57 milliards d’USD pour l’Afrique pour la seule année 2020 – dont plus de 18 milliards respectivement du FMI et de la Banque mondiale – pour assurer des services de santé de première ligne, venir en aide aux pauvres et aux personnes vulnérables, et maintenir les économies à flot face au pire ralentissement économique qu’a connu le monde depuis les années 1930. Le soutien des créanciers privés à l’Afrique en 2020 pourrait s’élever à environ 13 milliards d’USD, ce qui laisserait un déficit de financement d’environ 44 milliards.

Sur le continent, la Commission de l’Union africaine (CUA) a lancé un fonds continental appelé « Fonds de réponse Covid-19 de l’Union africaine », qui vise à recueillir 150 millions d’USD pour prévenir la transmission de la maladie et un fonds commun d’environ 400 millions destiné à l’achat de fournitures médicales, au déploiement rapide d’intervenants à travers le continent, et au soutien des populations les plus vulnérables⁹. Le fonds de la CUA fonctionne par l’intermédiaire du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), qui détermine les interventions et les actions prioritaires, notamment l’achat et la distribution d’équipements essentiels pour le diagnostic, le traitement et la protection des soignants. Il s’agit d’un instrument financier destiné à mobiliser et à gérer en Afrique des fonds du secteur privé et d’autres donateurs avec le soutien de plusieurs banques africaines¹⁰.

La Banque africaine de développement a mis en place une Facilité de réponse à la Covid-19 (CRF) de 10 milliards de dollars, qui comprend une aide budgétaire pour répondre à la crise et un engagement à faire en sorte que les opérations soient accélérées afin d’intervenir en temps opportun. La Africa Export and Import Bank a mis en place une facilité d’atténuation de l’impact commercial de la Covid-19 de 3 milliards de dollars pour faciliter le remboursement de la dette et la stabilisation des devises par le biais de multiples instruments financiers, notamment des lignes de crédit, des financements directs, des garanties et des swaps de devises. De même, la Banque ouest-africaine de développement accorde des prêts à des conditions avantageuses jusqu’à 197 millions d’USD et une suspension du remboursement de la dette sur le principal jusqu’à environ 125 millions d’USD.

Au niveau national, les efforts visant à mobiliser des ressources pour répondre à la Covid-19 sont opportunistes et pris en charge par le secteur privé. Par exemple, les dirigeants du secteur privé nigérian ont annoncé la création d’une Coalition contre le Coronavirus (CACovid), qui a mobilisé 71 millions d’USD. Cette coalition est pilotée par l’Access Bank Group et Dangote Industries Limited, avec le soutien de divers établissements : Zenith Bank, Guaranty Trust Bank, MTN, ITB et autres. Des initiatives similaires sont mises en place au niveau national dans la plupart des pays, mais des efforts et des actions concertées restent nécessaires.

⁸ Le groupe de la Banque mondiale et le FMI mobilisent leurs partenaires dans la lutte contre Covid-19 en Afrique - 17 avril 2020.

⁹ [Centre for Disease Control - mars 2020](#)

¹⁰ African Union Commission – African Review of Business and Technology